

LEADER OF THE OPPOSITION



CHEF DE L'OPPOSITION

2 novembre 2010

Le texte prononcé fait foi

NE PAS PUBLIER AVANT QUE LE CHEF NE PRENNE LA PAROLE

Discours devant le Conseil des relations internationales de Montréal

« Reconstruire le leadership du Canada sur la scène internationale »

Montréal, Québec

Merci de votre accueil. C'est un plaisir de prendre la parole devant une tribune si prestigieuse.

Pendant les 25 dernières années, le CORIM a été un forum privilégié pour discuter de la place du Canada dans le monde.

Nous venons d'assister au moment le plus embarrassant pour le Canada sur la scène internationale depuis plus de 60 ans. Le mois dernier, pour la première fois depuis 1948, le Canada a échoué dans sa tentative d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Pour le Canada, c'est une déception. Pour le monde, c'est un désaveu du Canada, et une condamnation claire de notre politique étrangère.

Si le Canada avait un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, nous serions à la table où se prennent des décisions capitales; où l'on autorise l'usage de la force; où l'on assume la responsabilité de protéger les plus faibles.

Nous avons gaspillé une rare occasion d'être au poste de commande.

Le 12 octobre, les pays de l'ONU ont dit au Canada de se réveiller. Le monde nous invite à se regarder dans un miroir. Et, franchement, nous n'aimons pas ce que nous voyons.

Nous ne sommes plus le Canada que nous pensions être. Nous n'avons pas autant d'amis que nous le croyions. Nous n'avons plus ce respect que nous avons si longtemps mérité et tenu pour acquis.

Maintenant, nous devons choisir. Voulons-nous tourner le dos au monde ou nous y impliquer pour le rendre meilleur? Allons-nous renoncer au leadership canadien ou le restaurer?

Le gouvernement conservateur veut plutôt détourner l'attention. Il choisit la fuite devant l'échec. Mais on ne le laissera pas s'en tirer comme ça.

Dès qu'on a commencé à compter les votes à l'ONU, Stephen Harper a commencé à chercher des excuses.

D'abord, il m'a blâmé. Ensuite, il a critiqué le processus de vote secret. Puis, il a dit qu'il n'a pas gagné parce qu'il a des principes!

Mais six autres premiers ministres ont eu un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Stephen Harper veut nous faire avaler qu'aucun d'eux n'avait de principes?

La réalité, c'est que chaque premier ministre qui a présenté la candidature du Canada pour un siège l'a obtenu... à l'exception de Stephen Harper.

Et si vous pensez qu'on pourra se reprendre le prochain trimestre, détrompez-vous. Il s'écoulera peut-être une décennie avant que le Canada puisse à nouveau tenter sa chance!

Mais le gouvernement Harper a trouvé matière à réjouissance dans cet échec. Il dit : « Ce que le monde pense n'a pas d'importance. » « On ne veut pas être dans ce club. »

Le Conseil de sécurité, c'est une organisation que le Canada a contribué à créer. Nous étions là au jour de la fondation de l'ONU. Nous avons été présents, pendant 6 décennies pour prévenir les conflits, promouvoir le développement et faire avancer la paix.

Nous sommes engagés envers l'ONU, et nous ne laisserons pas Stephen Harper repousser le Canada à la marge.

Alors pourquoi avons-nous perdu ce vote le 12 octobre? Ce n'est pas un mystère.

Pendant cinq ans, le gouvernement a utilisé la politique étrangère pour faire élire des députés conservateurs. Il a fait de la politique étrangère un prolongement de nos débats domestiques.

La semaine dernière, par exemple, une menace sérieuse a pesé sur l'Amérique du Nord. Qu'a fait Stephen Harper? Il a attaqué l'opposition. Pour ce gouvernement, tout est toujours prétexte à la politique partisane, même la sécurité nationale.

Il a ignoré la Chine et l'Inde, indisposé nos amis et assisté passivement à la baisse de nos exportations.

Le gouvernement Harper a laissé tomber des partenaires de longue date en Afrique, et abandonné notre rôle traditionnel de médiateur respecté au Moyen-Orient.

Il a ignoré les changements climatiques, tourné le dos au maintien de la paix avec l'ONU, et oublié la Responsabilité de protéger.

Et il a fait ça tout en muselant tout groupe qui osait critiquer son approche.

Pendant des décennies, nous avons eu un consensus bipartite sur la politique étrangère dans ce pays. Les libéraux et les progressistes-conservateurs ont donné au Canada un rôle de leader au sein de la communauté internationale.

Mais Stephen Harper a jeté par dessus bord nos principes d'équilibre, de modération, de défense des droits de l'homme et d'engagement envers l'ONU. Voilà pourquoi nous avons subi, le 12 octobre dernier, notre pire revers en 60 ans.

Alors, n'essayons pas de changer de sujet. Essayons plutôt d'en tirer des leçons pour pouvoir reconstruire le leadership du Canada sur la scène internationale.

Pour ce travail de reconstruction, il y a trois domaines dans lesquels nous devons concentrer nos efforts : le multilatéralisme, le développement et la diplomatie.

D'abord, le multilatéralisme.

Les Canadiens ont contribué à donner au monde des outils pour affronter les défis.

Depuis Pearson, les Canadiens ont été de courageux gardiens de la paix. Un béret bleu figure d'ailleurs sur nos billets de dix dollars. Et depuis, chaque

décennie, le Canada a occupé un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, en bonne partie à cause de notre engagement envers la paix.

Les choses ont changé. En temps normal, le Canada affectait au moins 3 000 militaires par année à des missions de l'ONU. Combien l'an passé?

Cinquante-sept.

Nous ne sommes plus les gardiens de la paix.

Nous devons reprendre ce rôle qui s'inscrit dans nos valeurs et nos traditions; ce rôle idéal pour un pays de notre taille et de notre poids.

Le Canada doit remettre son casque bleu.

Le Canada doit revenir aux missions de paix de l'ONU et reprendre son travail pour rendre le monde plus sécuritaire.

Jadis, nous nous sommes battus pour interdire les mines antipersonnel. Nous devrions reprendre le combat pour bannir les bombes à sous-munitions, la prolifération nucléaire, le transfert de matériel fissile et la plus récente arme de guerre, l'enfant soldat.

Quand le gouvernement actuel a été formé, en 2006, l'une des premières choses qu'il a faites a été de rayer des mots comme « sécurité humaine » ou « diplomatie publique » du vocabulaire du ministère des Affaires étrangères.

Pendant un certain temps, il avait même éliminé toute trace de la « Responsabilité de protéger ».

La Responsabilité de protéger dit que les gouvernements ont l'obligation de protéger leurs citoyens et que s'ils ne peuvent le faire, alors la communauté internationale aura la légitimité d'intervenir.

Et où croyez-vous que le concept de la Responsabilité de protéger pèse le plus lourd?

Au Conseil de sécurité, évidemment.

Nous devons renouveler notre engagement envers ce principe humanitaire inventé par le Canada. Le monde doit à nouveau savoir que le Canada sera là pour protéger les innocents et les sans-voix contre la barbarie.

Nous devons aussi réitérer notre engagement envers la justice internationale et les droits humains, spécialement les droits de chaque citoyen canadien.

Pendant quatre ans, le gouvernement conservateur n'a rien fait pour protéger Omar Khadr, un citoyen canadien et un enfant soldat. Et maintenant, le gouvernement refuse d'admettre qu'il a conclu une entente pour le ramener au Canada.

Comment s'y retrouver?

Les Canadiens méritent une politique étrangère qui est cohérente, qui inspire confiance, et qui est communiquée avec franchise.

Pendant quatre ans, notre gouvernement a été le seul du monde occidental à refuser de rapatrier ses citoyens détenus à Guantanamo Bay.

Le gouvernement ne peut pas choisir quel citoyen protéger ou abandonner. Le gouvernement ne peut pas choisir quelle loi respecter ou ignorer.

Les conservateurs ne peuvent pas prétendre défendre les droits humains dans le monde s'ils ne défendent même pas les Canadiens.

Prenons un autre exemple : la peine de mort.

Pendant des années, le gouvernement canadien intervenait pour empêcher que des citoyens canadiens soient exécutés à l'étranger. Notre gouvernement demandait de commuer la condamnation à mort en une réclusion à perpétuité. Plus maintenant.

Si nous croyons que la peine de mort n'est pas acceptable pour le Canada, alors nous devrions le dire à l'étranger et protester contre l'exécution de Canadiens. Les conservateurs ont refusé de le faire.

Les conservateurs ont terni la réputation du Canada comme défenseur des droits humains.

Au cours des dernières années, le monde a vu avec incompréhension le gouvernement canadien fermer les yeux sur des rapports de torture en Afghanistan, puis tenter par la suite d'étouffer l'affaire. Ils ont même fermé le Parlement pour échapper aux questions.

Comment le gouvernement du Canada, traditionnellement épris de justice, a-t-il pu tomber si bas?

Nous devons rétablir la réputation du Canada comme un des plus vaillants défenseurs des droits humains dans le monde. C'est le Canada que nous voulons être. Et c'est le Canada que nous serons à nouveau.

Nous devons aussi rétablir le leadership canadien en environnement.

À la conférence de l'ONU de Copenhague sur les changements climatiques, le Canada a même été dénoncé et sacré « Fossile de l'année ». Quelle honte! Des élus provinciaux, comme M. Charest, ont montré un leadership fort. Mais rien n'est venu du gouvernement fédéral.

À Copenhague, le message de la communauté internationale, c'était : « S'il vous plait, les Canadiens, sortez de la salle afin que l'on puisse travailler sérieusement. »

Même chose la semaine dernière! Au sommet de l'ONU sur la biodiversité, au Japon, la seule contribution digne de mention du Canada a été de bloquer la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, ce qui a valu au Canada le titre de « Dronte de la semaine », remis par des ONG.

Nous devons rejoindre les pays qui combattent les changements climatiques et notre parti a un plan pour le faire.

Ce qui signifie :

- Être solidaires de l'objectif international visant à contenir le réchauffement planétaire en deçà de 2 degrés Celsius;
- Investir dans les énergies propres et l'efficacité énergétique au Canada;
- Et militer pour l'adoption d'objectifs mesurables à travers le monde.

De cette façon, nous allons créer des emplois verts chez nous et participer à la lutte contre les changements climatiques.

Nous avons toujours bien travaillé avec d'autres pays. En conflit, nous avons été des interlocuteurs honnêtes. En amitié, nous avons été solides. En alliance, nous avons été forts. Le Canada commandait le respect.

Nulle part, ce n'était plus vrai qu'au Moyen-Orient.

Les conservateurs ont voulu diviser les Canadiens sur cette région. L'enjeu ce n'est pas de savoir qui est le meilleur ami d'Israël; c'est de savoir comment apporter la paix et la sécurité aux Israéliens, aux Palestiniens et à toute la région.

Pendant 50 ans, la politique canadienne au Moyen-Orient a été constante et claire. Nous appuyons une solution à deux États. Un État israélien paisible, en sécurité et démocratique aux côtés d'un État palestinien viable, en sécurité et démocratique. Deux États pour deux peuples. C'est la position du Canada.

Nous n'avons jamais compromis notre engagement envers la paix. Nous n'avons jamais été neutres entre les terroristes et les États démocratiques. Nous avons défendu les droits des deux peuples d'avoir un État à eux et de vivre en paix.

Nous sommes amis d'Israël, mais aussi des Palestiniens. Et nos amis ont besoin d'amis qui ont eux-mêmes des amis.

Pensez à ce que nous aurions pu faire en tant que membre du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous aurions pu contrer des résolutions biaisées, aider à rehausser la préoccupation pour les droits humains et poussé l'ONU à des sanctions plus sévères contre l'Iran, qui demeure la plus grande menace pour l'ensemble du Moyen-Orient.

Au lieu de cela, Stephen Harper s'est servi de la politique étrangère pour régler des affaires domestiques. Résultat, le Canada passera 10 ans dans les gradins.

Nous pouvons reprendre le terrain perdu. Le Canada peut redevenir un pays qui compte dans le monde. Nous pouvons rebâtir notre leadership international. Et nous pouvons commencer avec un nouvel engagement en faveur du multilatéralisme.

Nous devons aussi mettre l'accent sur le développement. Au cours des cinq dernières années, le Canada s'est détourné de ses partenaires, autant dans les pays développés qu'à la maison.

Le gouvernement Harper a muselé des organisations canadiennes vouées au développement international.

Pensez à la controverse qui perdure au sein de Droits et démocratie. Que reste-t-il de l'indépendance de cet organisme?

Des groupes de femmes, comme MATCH International; des groupes religieux, comme KAIROS; des groupes de coordination, comme le Conseil canadien pour la coopération internationale... Tous ont vu leur financement coupé pour des raisons politiques.

La démocratie devrait être au cœur de notre politique étrangère. Et le débat démocratique devrait permettre d'élaborer la politique étrangère canadienne.

Mais plutôt que de montrer son respect de la démocratie, les conservateurs ont réduit au silence les groupes qui ne pensaient pas comme eux.

Ce n'est pas une façon de travailler. Le monde a besoin que plus de voix canadiennes soient entendues, pas moins. Nous devons appuyer les organismes qui ont été muselés par le gouvernement actuel et être fiers de ces Canadiens qui font une différence dans le monde.

Et nous devons faire une différence, là où c'est le plus urgent : dans les pays les plus pauvres.

Au cours des cinq dernières années, les conservateurs ont délaissé l'Afrique.

Les engagements ont été remplacés par des compressions. L'aide globale au développement a été gelée pour une durée indéterminée. L'aide promise à l'Afrique a été réduite de 700 millions de dollars. Nous sommes sous le niveau des objectifs du Millénaire pour le développement.

Huit pays africains ont été retirés de la liste des pays aidés par le Canada. Cinq sont des membres de la Francophonie. Tous ont appris par les médias que le Canada les laissait tomber.

Dix-sept ambassadeurs africains sont venus sur la Colline Parlementaire pour demander au gouvernement de ne pas abandonner ces pays.

Le gouvernement est resté indifférent.

Le Canada doit réaffirmer sa présence en Afrique et poursuivre le combat contre l'extrême pauvreté, contre la malaria, contre le VIH/SIDA, contre les changements climatiques. Nous devons aussi reprendre le combat pour l'amélioration de la situation des femmes, et pour la protection de leurs droits en Afrique et dans les pays en voie de développement.

Nous devons retourner en Afrique, pas pour faire la charité, mais pour créer de l'emploi et faire progresser la justice et la liberté.

L'Afrique sera un des moteurs de l'économie mondiale dans les prochaines décennies. La Chine est présente en Afrique. L'Inde aussi. L'Union européenne aussi.

Le Canada se désintéresse de l'Afrique au moment où le monde s'y intéresse enfin.

C'est le temps de bâtir des partenariats avec des pays africains. C'est le temps de bâtir, en Afrique, des partenariats avec la Chine et l'Inde; de se solidariser pour combattre la pauvreté, mais aussi pour promouvoir un développement économique durable au bénéfice des populations locales.

Nous devons retourner en Afrique. Nous devenons revenir à la démocratie. Nous devons reprendre le travail en faveur du développement. Le gouvernement doit être un meilleur partenaire, chez nous et à l'étranger.

Mais pour y arriver, nous devons rééquilibrer les trois D, le triangle de notre politique étrangère : développement, défense et diplomatie.

Depuis maintenant presque une décennie, nous nous battons pour que le peuple afghan puisse retrouver la paix et la stabilité. Notre mission de combat se

terminera bientôt. Ce seront d'ailleurs de braves soldats québécois du Royal 22^e Régiment qui mettront un terme à la mission.

Cette mission de combat coûte 1,7 milliard \$ par année. Cet argent, nous allons l'employer pour rééquilibrer les priorités de la politique étrangère canadienne.

Après la mission de combat en Afghanistan, l'intention des conservateurs, c'est de continuer à faire de la défense la grande priorité de la politique étrangère canadienne, loin devant la diplomatie et le développement. Ils veulent maintenir ce déséquilibre entre les trois D en dépensant 16 milliards de dollars sans appel d'offres pour de nouveaux avions de combat.

C'est un mauvais choix.

Lorsque la mission de combat se terminera en Afghanistan, nous devrions saisir l'occasion pour rééquilibrer les trois D. Nous devons toujours avoir une force militaire capable, mais nous ne pouvons pas nous permettre de sacrifier la diplomatie ou le développement.

Notre armée devrait avoir pour mission de soutenir nos initiatives de développement et de diplomatie à travers le monde, comme elle le fera en Afghanistan après 2011.

Nous avons besoin d'une armée solide pour défendre notre souveraineté et protéger nos citoyens. Mais nous avons aussi besoin que des Canadiens creusent des puits, bâtissent des écoles et travaillent pour la paix et le progrès de l'humanité.

Un exemple évident de la nécessité de rééquilibrer les priorités. L'Arctique. Il faudra de la diplomatie pour protéger l'environnement. Il faudra de l'aide au développement pour aider les peuples nordiques. Et il faudra une présence militaire pour affirmer notre souveraineté.

Nous devons revenir à l'équilibre.

J'ai abordé la question du développement. C'est une chose. Il faut aussi redevenir les diplomates que nous avons été.

Dans tous les aspects de la politique étrangère, l'image canadienne a souffert. C'est en partie parce que nos diplomates ont eu la vie dure avec ce gouvernement.

Dix ambassades et consulats ont été fermés. Les budgets ont été amputés. Nos diplomates n'avaient plus ce qu'il fallait pour travailler.

Les représentants du Canada ont besoin de ressources pour promouvoir le commerce et l'investissement qui créent des emplois chez nous; pour appuyer des partenariats en recherche et en éducation supérieure qui permettent de partager notre culture. Nous avons besoin du travail de nos diplomates et on ne peut pas toujours leur demander de faire plus avec moins.

L'une des pires erreurs de ce gouvernement est d'avoir sabré les programmes fédéraux qui permettent aux Canadiens de partager leur culture avec le reste du monde. La culture est l'âme des peuples. Les Québécois en particulier en font la démonstration quotidienne.

Nous allons annuler les coupes dans le financement des programmes PromArts et Routes commerciales.

La semaine dernière, le ministre du Commerce international a dit qu'il ne pensait pas que la culture devait être un enjeu particulier des négociations avec l'Union européenne. Il se trompe. Nous devons faire de la protection et de la promotion de notre culture un enjeu de notre politique étrangère.

Ce gouvernement ne comprend pas que le soutien de nos artistes et créateurs sur la scène internationale fait partie d'une vision stratégique de promotion de nos intérêts dans le monde.

Un artiste de l'envergure de Robert LePage, dont les œuvres sont célébrées à travers le monde, doit savoir que son gouvernement reconnaît les bénéfices que son pays retire de son succès.

Les gens avaient l'habitude de dire « Le monde a besoin de plus de Canada. » Les Affaires étrangères sont là pour ça. Donnons-leur les outils pour faire le travail!

En rééquilibrant le triangle diplomatie, développement et défense, et en renouvelant notre foi dans le multilatéralisme, nous pouvons reconstruire le leadership canadien dans le monde. Nous pouvons faire en sorte que l'affront du 12 octobre dernier ne se reproduise plus jamais.

Évidemment, notre politique étrangère ne se limite pas au Conseil de sécurité.

Au lieu de résister au déclin du G-8, le Canada devrait accélérer l'émergence du G-20. Nous devrions accueillir sur notre sol le secrétariat permanent du G-20.

Nous devons militer pour des réformes financières au niveau mondial qui vont protéger des emplois au Canada.

Nous ne devons plus gaspiller 1,3 milliard de dollars pour des sommets du G-8 et du G-20 qui ne donnent rien d'autre que photos des conservateurs avec les grands du monde.

Nous ne devons plus nous aliéner nos amis. L'an dernier, le Canada a imposé de sévères restrictions sur l'émission de nouveaux visas à des visiteurs mexicains. Le tourisme canadien a souffert de même que notre réputation en Amérique latine.

Pendant ce temps, notre frontière avec les États-Unis demeure un frein à la croissance du tourisme et du commerce. Nous avons besoin d'une frontière plus efficace, pas d'une frontière plus hermétique.

Nous devons bâtir des ponts, pas en brûler. Le monde est plus interrelié que jamais. Et cela vaut aussi pour le Canada.

Nous sommes liés au monde par les vases communicants de l'économie, mais aussi par nos citoyens dont les familles, les amitiés et les relations couvrent le globe.

C'est pour reprendre notre place dans un monde en transformation que nous avons présenté en juin dernier notre programme en matière de politique étrangère qui s'intitule : *Le Canada dans le monde, une stratégie de réseaux mondiaux*.

Les citoyens canadiens sont pour nous des citoyens du monde. Ils le sont par leurs activités : presque trois millions de Canadiens vivent et travaillent hors de nos frontières. Ils le sont par leurs racines et leurs origines. Et les Canadiens sont citoyens du monde par intérêt : ils sont des millions chaque année à voyager sur tous les continents. Nous formons la société la plus internationale du monde.

C'est ainsi que nous allons construire de nouvelles relations avec les puissances émergentes, d'abord la Chine et l'Inde, puis le Brésil et d'autres encore.

Avec chacun, nous conclurons un accord bilatéral. Nous appellerons ces ententes : *accords de réseau mondial*. Ces accords vont nous permettre de développer le commerce, mais aussi de travailler ensemble dans des domaines comme la recherche et l'éducation, l'énergie, le développement durable, l'immigration, la culture ou le tourisme.

Mais rien de cela ne sera possible sans le talent des Canadiens. Car la politique étrangère n'est plus le domaine exclusif des gouvernements, des soldats et des coopérants. Avant, nous parlions d'une approche gouvernementale. Maintenant, dans notre Stratégie de réseaux mondiaux, nous parlons d'une approche canadienne.

La prochaine génération de Canadiens sera plus internationale que jamais. Tous ces jeunes qui vont étudier et travailler à l'étranger seront nos plus précieux ambassadeurs. Leur expérience façonnera le Canada de demain.

Nous devons reconstruire le leadership canadien sur la scène internationale pour eux, pour nos jeunes; pour qu'ils puissent avoir de bons emplois dans une économie mondialisée et concurrentielle; et pour qu'ils puissent regarder en arrière, comme nous l'avons fait, et sourire devant cette tradition qui a inspiré le monde.

Nous devons reconstruire notre leadership international pour que nos jeunes ressentent la fierté de vivre dans un pays qui contribue à rendre notre monde meilleur.

Et toujours, nous devons appuyer les jeunes de ce pays, lorsqu'ils vont à l'étranger servir le Canada. Ce sont de très précieux ambassadeurs.

Nous devons remettre au centre de notre rayonnement international la grande tradition canadienne inspirée par la paix, la justice et l'entraide et redonner au monde, et surtout à nous-mêmes, un Canada inspirant.

Il est temps de reprendre notre juste place dans le monde.

Vive le Canada!

- 30 -

Contact:
Press Office
Office of the Leader of the Opposition
613-996-6740

Renseignements :
Service de presse
Cabinet du chef de l'Opposition
613-996-6740